

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 4 novembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 25
Date de la convocation : 27 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre novembre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Stéphane DELAGE (Le Gua)
Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Béatrice PRÉVOST (Le Gua)
M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac)
Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre)
M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)	M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus)	M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)

Candidature de la CCBM pour l'animation des sites Natura 2000 pour la période 2026-2028*Protection et mise en valeur de l'environnement*

Monsieur Jean-Marie PETIT, Vice-président en charge de la gestion des zones humides et de la valorisation des marais, expose :

Depuis 2012, le Conseil Communautaire a délibéré favorablement sur l'implication de la Communauté de Communes en tant que collectivité portant la mise en œuvre des actions des DOCUMENTS d'OBJECTIFS (DOCOB) et le recrutement de deux agents en qualité de chargé.e.s de mission Natura 2000 pour l'animation de cinq périmètres Natura 2000.

La dernière convention cadre triennale signée avec l'État pour la période d'animation 2023-2025 arrive à échéance le 31 décembre 2025. Il est proposé au Conseil Communautaire de renouveler la candidature de la CCBM pour l'animation des 5 sites Natura 2000 pour la période 2026-2028, auprès de l'État et de la Région :

- Marais de la Seudre et du sud Oléron (FR 5412020 et FR 5400432),
- Marais de Brouage et du nord Oléron (FR 5410028 et FR 5400431),
- Carrière de l'Enfer (FR5402001).

La candidature s'effectuera en fin d'année 2025, par voie dématérialisée après sollicitation de l'État et de la Région, sur la base d'un plan de financement validé par délibération.

Une fois la CCBM réélue structure en charge du portage de l'animation Natura 2000, son engagement financier et les subventions auxquelles elle pourra se porter candidate seront formalisés dans une convention financière annuelle.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages ;

Vu la directive 2009/147/CE du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Vu la décision de la Commission des Communautés européennes n° 2004/813/CE du 7 décembre 2004, actualisée par les décisions du 12 novembre 2007 puis du 12 décembre 2008 arrêtant, en application de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992, la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique Atlantique ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 414-1, et les articles R. 414-1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juillet 2004 portant désignation du site Natura 2000 du Marais de Brouage-Oléron (Zone de Protection Spéciale FR5410028) et l'arrêté ministériel du 27 mai 2009 portant désignation du site Natura 2000 du marais de Brouage et marais nord d'Oléron (Zone Spéciale de Conservation FR 5400431) ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juillet 2004 portant désignation du site Natura 2000 du "marais et estuaire de la Seudre, île d'Oléron" (Zone de Protection Spéciale FR5412020) et vu l'arrêté ministériel du 9 août 2006 portant désignation du site Natura 2000 "Marais de la Seudre" (Zone Spéciale de Conservation FR 5400432) ;

Vu les périmètres du PSIC « Carrière de l'Enfer » transmis au Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en 2003 ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 août 2006 et l'arrêté modificatif du 22 août 2016 portant désignation du site Natura 2000 « Carrière de l'Enfer » (Zone Spéciale de Conservation FR5402001) ;

Vu les évolutions réglementaires sur la gestion des sites Natura 2000 qu'il convient dorénavant de prendre en compte et, notamment, la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et le décret n° 2008-457 du 15 mai 2008 relatif aux sites Natura 2000 et modifiant le code de l'environnement ;

Vu l'avis favorable de la commission Zones humides - GEMAPI du 30 septembre 2025,
Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

DÉCIDE

- d'autoriser le Président à porter la candidature de la CCBM au portage de l'animation des 5 sites Natura 2000 précités auprès des services de l'État et de la Région ;
- d'autoriser le Président, en cas de réélection effective au portage de l'animation Natura 2000, à signer la nouvelle convention cadre 2026-2028, ainsi que tout document afférent.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président



Le Secrétaire de séance

